

## «L'aide au développement est trop souvent instrumentalisée»

**COOPERATION. Peter Niggli, le directeur d'Alliance Sud, vient de publier un ouvrage, «A qui profite l'aide au développement?». Il livre ses réflexions sur l'aide suisse et les critiques dont elle fait régulièrement l'objet.**

Valérie de Graffenried  
Vendredi 16 mai 2008



Toujours plus sous le feu des critiques, l'aide suisse au développement est-elle efficace? A qui profite-t-elle vraiment? Peter Niggli, le directeur d'Alliance Sud, livre son analyse. Il vient de publier un ouvrage A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes\*. Un symposium est consacré à ce thème ce vendredi à Berne.

Peter Niggli: «Le but principal de l'aide publique au développement doit rester celui de subvenir aux besoins des pays pauvres, et pas de promouvoir nos intérêts économiques ou politiques.»  
(photo: Keystone)

Alliance Sud, qui regroupe six œuvres d'entraide (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et l'Eper), plaide pour une aide au développement concentrée sur ses tâches originelles et orientée d'une manière conséquente vers les droits de l'homme. Avec notamment des politiques commerciale et climatique mieux ajustées aux besoins des pays les plus pauvres.

Le Temps: Vous voulez que la Suisse consacre 0,7% de son PNB à l'aide au développement tout en soulignant que cette aide est souvent instrumentalisée. N'est-ce pas un peu contradictoire?

Peter Niggli: Non, ce sont deux problèmes différents. L'ONU a fixé en 2000 ses Objectifs du Millénaire et l'un de ses buts est que les pays industrialisés consacrent 0,7% de leur PNB à l'aide au développement, pour réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici à 2015. Comme pays riche, la Suisse doit participer à cet effort et ne pas se contenter de ses 0,37% actuels. Ce problème posé, reste à savoir comment le budget d'aide au développement de chaque Etat est géré. Et là, il apparaît clairement que beaucoup l'instrumentalisent pour satisfaire leurs propres intérêts stratégiques et économiques. Nous dénonçons cette tendance.

- La Suisse n'est-elle pas bien moins concernée par ce problème que des grands pays, d'anciennes puissances coloniales?

- Ce sont effectivement plutôt les Etats-Unis, la France ou la Grande-Bretagne qui ont le plus utilisé, ces quarante dernières années, leur budget d'aide pour satisfaire des buts géostratégiques. Les petits pays peuvent logiquement moins le faire. Mais la Suisse n'est pas épargnée par cette tendance. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) réfléchit actuellement à l'idée de conférer directement à ses ambassades et aux divisions politiques la gestion de l'aide au développement. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) choisit, lui, comme nouveaux pays prioritaires des Etats avec lesquels des accords de libre-échange ont été noués ou pourraient l'être. Certains gouvernements, comme l'Egypte, ont déjà exigé une aide en contrepartie d'un tel accord. Vous voyez dans quel sens nous allons... La Confédération n'a pas de budget opérationnel pour sa politique étrangère et ses affaires économiques extérieures et elle tend ainsi à se servir dans celui du développement. C'est une tendance fâcheuse. Le but principal de l'aide doit rester celui de subvenir aux besoins des pays pauvres, et pas de promouvoir nos intérêts économiques ou politiques.

- Quelles sont vos recettes pour améliorer son efficacité et éviter le détournement de fonds

pour des buts de politique étrangère et économique?

- Quand des conflits existent au niveau des objectifs, il serait sain qu'ils soient discutés publiquement. Le système commercial international tel qu'il est codifié par l'OMC et de nombreux accords de libre-échange nuit par ailleurs aux pays en développement. Alliance Sud estime ainsi que la Suisse doit, à l'OMC, soutenir l'élimination de toutes les subventions aux exportations agricoles. La Suisse devrait aussi poser des conditions strictes lorsque les fonds sont versés directement aux gouvernements des pays en développement.

- Réunir le Seco et la DDC en un seul office permettrait-il selon vous de gagner en efficacité?

- Nous sommes partagés sur cette question-là au sein des œuvres d'entraide. Certains pensent qu'une réunion des deux instances se soldera par une meilleure coordination et permettra de remédier à certaines lourdeurs bureaucratiques. Mais l'aide publique suisse pourrait aussi être affaiblie en ne dépendant plus que d'un ministère. Jusqu'à maintenant, le fait qu'elle ait été répartie entre deux départements a plutôt joué en sa faveur.

- Sous pression, la DDC a été contrainte de réduire sa liste de pays prioritaires. Une bonne chose?

- Je ne suis pas contre le fait que la DDC doive réexaminer périodiquement ses activités. Mais plutôt que de réduire le nombre de ses pays prioritaires, il me semblerait plus utile que la Suisse s'interroge sur la multiplicité des petits engagements dans les autres pays.

- Avez-vous des exemples concrets de projets suisses mal gérés ou qui ont davantage touché des élites corrompues que la population civile?

- Je ne me suis pas livré à un examen précis des projets suisses. Beaucoup l'ont déjà fait. Mais prenons l'exemple du Népal, pays de concentration de l'aide suisse depuis quarante ans. Lorsque le pays était au bord de la guerre civile il y a cinq ans, des voix se sont élevées pour dire que cette situation révélait à quel point tous les efforts de la coopération suisse avaient été vains. Mais des connaisseurs du pays y voyaient au contraire l'expression d'un important changement social, qui mettait en cause le pouvoir jusqu'alors incontesté de la classe féodale dominante et qui transformait les groupes les plus pauvres en acteurs sociaux autochtones. La Suisse, grâce à ses contacts avec tous les acteurs, a contribué à faire dialoguer les différentes parties en conflit. De plus, elle est parvenue, avec d'autres pays donateurs, à convaincre les Etats-Unis et l'Inde que la guérilla maoïste n'était pas une «association terroriste» qu'il fallait détruire. La situation s'est depuis stabilisée.

- Parlons de l'Afrique. Beaucoup dénoncent le fait que des milliards de francs ont été injectés sans résultats satisfaisants...

- Ce sont surtout les structures étatiques qui posent problème. Ces Etats multiethniques ont été construits artificiellement il y a cent ans seulement par les pouvoirs coloniaux et ils ne sont indépendants que depuis une quarantaine d'années. La France n'a pas réglé son conflit avec la Corse, la Ligue du Nord réclame la sécession en Italie, la Belgique n'a pas réglé ses problèmes de langues: comment voulez-vous que des Etats regroupant de cinq à dix grandes ethnies différentes puissent fonctionner normalement? Il est par ailleurs impossible de savoir où en serait l'Afrique aujourd'hui sans l'aide dont elle a bénéficié.

- Christoph Blocher a déclaré qu'il faudrait soit abandonner l'Afrique à elle-même soit la recoloniser...

- C'est absurde. C'est précisément à cause de la colonisation que l'Afrique se trouve dans cet état. C'est le continent où l'aide de pays comme la France ou la Grande-Bretagne a le plus été instrumentalisée: ces pays ont soutenu des gouvernements, comme celui de Mobutu, qui gardaient tout pour eux, pour servir leurs intérêts. Maintenant, ses richesses pétrolières et minières suscitent la convoitise des Indiens et des Chinois et, du coup, les Etats-Unis et

l'Europe s'y intéressent aussi. Personne n'a intérêt à abandonner l'Afrique.

- Et l'aide suisse en Afrique? Il y a notamment eu la polémique autour du Rwanda...

- Notre gouvernement a fait preuve de naïveté politique en recourant à un consultant pas fiable, qui nous a valu d'être accusés d'être trop proches du régime hutu. Mais sinon, qui avait prévu cette catastrophe? Personne. Ce que fait la Suisse actuellement dans les différents pays africains est plutôt bien.

- Que vous inspire l'idée d'utiliser l'aide comme moyen de pression pour pousser les pays récalcitrants à accepter de reprendre les requérants d'asile déboutés?

- On est de nouveau en plein dans un schéma d'instrumentalisation! L'aide ne doit pas être utilisée à cette fin. Les principaux pays d'origine des requérants déboutés ne correspondent d'ailleurs pas à ceux où la Suisse est la plus active.

- Qu'attendez-vous de Martin Dahinden qui vient de reprendre les rênes de la DDC après plus de quinze ans de règne de Walter Fust?

- Son principal défi sera d'aider la DDC à regagner la confiance du parlement et de l'opinion publique, après toutes les critiques, réelles ou «fabriquées», dont elle a été la cible ces derniers temps. Depuis l'échec de la candidature de Walter Fust pour reprendre la tête du Programme alimentaire mondial en 2006, la DDC avait des problèmes de direction. Il était temps qu'une nouvelle personne reprenne le flambeau.

- Vous parlez de critiques «fabriquées»: les pressions pour que l'aide suisse soit plus transparente et mieux ciblée vous paraissent-elles injustifiées?

- Non. La DDC est sous pression constante, notamment en raison de la politique de restriction budgétaire qui prévaut au sein de l'administration fédérale. Mais beaucoup de critiques sont aussi émises dans le seul but de s'en prendre à Micheline Calmy-Rey. Puis à Walter Fust, qui, après son échec au PAM, est devenu un canard boiteux. Nous espérons que Martin Dahinden saura redorer son image.

\* Peter Niggli, «A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes», Alliance Sud et Editions d'En bas, mai 2008.